

Kosovo indépendant, et après?

Le 2 juillet 1990 les députés albanais du Kosovo proclament le Kosovo indépendant puis, en septembre 1991, organisent un référendum clandestin. Enfin, le 24 mai 1992, Ibrahim Rugova est élu à la tête de la «République du Kosovo». Excepté l'Albanie, aucun Etat ne reconnaît alors le Kosovo. La communauté internationale quant à elle feint d'ignorer la gravité de la situation, se contente de demi-mesures et, surtout, marginalise les tables rondes réunissant les acteurs du difficile dialogue serbo-albanais.

Près de vingt ans plus tard, alors que la Yougoslavie n'est plus, c'est dans un environnement géopolitique totalement différent que le parlement du Kosovo vient de proclamer le 17 février 2008 l'indépendance du Kosovo administré depuis le 10 juin 1999 par l'ONU, selon la résolution 1244.

Tant l'échec des négociations sur l'avenir du Kosovo conduites d'abord par Martti Ahtisaari, puis par la troïka UE, USA et Russie, d'une part, que l'absence d'une nouvelle résolution onusienne, d'autre part, illustrent non seulement les sempiternels désaccords entre Serbes et Albanais du Kosovo, mais aussi les multiples divergences au sein de la communauté internationale. Malgré les efforts de la Slovénie qui préside ce semestre l'Union européenne et la nécessité pour Bruxelles de s'affirmer comme un acteur majeur sur la scène internationale, l'UE ne parvient pas à parler d'une seule voix.

C'est donc surtout faute de mieux et aussi d'avoir été incapable de trouver une solution originale à la lancinante question du statut du Kosovo que, de guerre lasse, la communauté internationale se résout à



CHRISTOPHE SOLIOZ

SECRETARE GÉNÉRAL DU CENTER
FOR EUROPEAN INTEGRATION
STRATEGIES (CEIS)

soutenir – qui du bout des lèvres, qui avec un peu plus d'entrain – l'émergence de ce nouvel Etat. Le Kosovo déclaré indépendant signale-t-il pour autant le succès de la communauté internationale, la fin du protectorat, l'avènement d'une démocratisation consolidée, d'une économie viable et d'un Etat souverain? Non, loin s'en faut!

Derrière les discours convenus des internationaux présents au Kosovo, repris en partie avec servilité par la nouvelle classe politique kosovare, le Kosovo n'est pas plus multiethnique qu'il ne l'a jamais été, mais bel et bien divisé. En effet, comme avant 1999, la société kosovare reste structurée par le différent serbo-albanais et marquée

**«Le Kosovo reste
un Etat virtuel
dont l'intégration
européenne est la seule
perspective d'avenir»**

par l'apartheid – c'est dire l'échec de la communauté internationale. Mitrovica en est le symbole; les Serbes vivent au Kosovo dans des ghettos alors que les autres communautés minoritaires non-albanaises ne sont pas vraiment mieux loties. Souveraineté? Que nenni: au protectorat onusien succède une indépendance fortement supervisée par l'Union européenne alors que le territoire est toujours «sécurisé» par les forces de l'OTAN; après les standards de la mission des Nations Unies (UNMIK), il revient à la «puissance normative» de l'Union européenne d'imposer sa logique économique, institutionnelle et sécuritaire.

Question: est-ce que cette conditionnalité européenne sera plus efficace que le dispositif mis en place par l'UNMIK? Cette dernière dispose sur place d'un imposant appareil et ses résultats sont discutables; comment l'Union européenne pourrait-elle faire mieux avec moins de moyens? Dans le cadre de la mission onusienne, l'UE est déjà en charge du processus de privatisation; les résultats sont quelconques. Bruxelles s'engage donc dans une mission à haut risque avec une crédibilité fortement entamée.

Alors, la bonne nouvelle? Point de crise majeure, la Serbie réagit de façon contenue; c'est la fin des années Milosevic et une transition enfin (mais malheureusement mal) engagée afin de dépasser la logique de protectorat qui a montré ses limites. Reste qu'une fois le rêve devenu réalité, le réveil risque d'être rude pour celles et ceux qui veulent faire du Kosovo un Etat viable et, qui plus est, peut-être un jour membre de l'Union européenne. Mais après tout, pourquoi pas... tant le Kosovo reste un Etat virtuel dont l'intégration européenne est la seule perspective d'avenir.